**Réforme de la formation des enseignants en France : entre changement institutionnel et formes d’appropriation des acteurs, quels remaniements identitaires ?**

Thérèse Perez-Roux, CREN, Nantes

Entre 1991 et 2010, les formateurs en IUFM ont développé des savoirs et compétences dans leur domaine respectif, à l’appui de dispositifs permettant d’accompagner, chez les stagiaires (2° année en IUFM à visée professionnalisante), la construction progressive d’une professionnalité enseignante ; celle-ci était alors fondée sur une forme d’alternance intégrative, valorisant le modèle pratique-théorie-pratique (Altet, 2002). Depuis la rentrée 2010, la mise en œuvre du processus de *Masterisation* de la formation des enseignants a fortement impacté le sens du travail (Dubar, 2000 ; Dubet, 1994) de certains acteurs. Notre présentation s’appuie sur une première étude (Perez-Roux, 2012) conduite à l’échelle nationale auprès des formateurs IUFM à partir d’une enquête par questionnaire (n=584) proposée à la fin de la première année de mise en œuvre de la réforme. Cette étude a permis de comprendre les leviers et les obstacles liés à l’expérience passée et présente, personnelle et collective, au moment où s’amorçaient de nouvelles formes de professionnalisation dans l’espace universitaire, rendant plus délicat la mise en place d’une « *logique de la réflexion sur et par l’action* » (Wittorski, 2008) privilégiée dans les IUFM jusqu’en 2010.

Les résultats ont mis en relief de nombreuses tensions pour la majorité des répondants : liées à des problèmes d’ordre structurel, organisationnel et temporel combinés avec la surcharge de travail et de stress qu’a pu occasionner la prise en compte conjointe de logiques concurrentes (préparation d’un concours de recrutement, recherche, professionnalisation); liées à la perte de légitimité de certains enseignements jusque là validés et à la non reconnaissance par les partenaires ou par l’institution des compétences antérieures des formateurs ; liées à l’abandon d’une réelle alternance intégrative ; liées à la remise en cause, dans ce nouveau paysage de la formation, de certaines valeurs qui fondaient jusque là le rapport au métier, engendrant pour certains une véritable « crise de sens ». Une partie des formateurs mettait en avant des perspectives prometteuses : re-légitimation de savoirs adossés à la recherche ; ouverture à d’autres formes de travail et, pour les futurs enseignants du secondaire, possibilité d’une pré-professionnalisation progressive. Qu’en est-il quelques années plus tard ?

Nous nous intéressons trois ans après cette première enquête à la manière dont les acteurs, à l’échelle locale (un seul IUFM), se sont saisis de ces transformations (traduction des nouvelles directives, formes d’appropriation, etc.) et envisagent la mise en place des futures ESPE à la rentrée 2013. Cette prise en compte des temporalités nous invite à analyser l’impact des mutations institutionnelles : sur l’activité de formation et les nouvelles modalités de travail mises en place aux plans organisationnel, collectif et individuel ; sur d’éventuels remaniements identitaires liés à ces évolutions et engageant les sujets dans la reconstruction du sens de leur mission.

Altet, M. (2000). L’analyse de pratiques, une démarche de formation professionnalisante ? *Recherche et Formation*, 17, 77-92.

Dubar, C. (2000). *La crise des identités*. Paris : PUF.

Dubet, F. (1994). *Sociologie de l’expérience*. Paris : Seuil.

Perez-Roux, T. (2012). Des formateurs d’enseignants à l’épreuve d’une réforme : crise(s) et reconfigurations potentielles. *Les Sciences de l’Education pour l’Ere Nouvelle*, 45 (3), 39-63.

Wittorski, R. (2008). La professionnalisation. *Savoirs*, 17, p.11-38.